



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Toutes et tous ensemble, syndicats, usager·e·s pour la défense des services publics le 29 septembre

L'été a été difficile: les canicules et les mega feux sont des manifestations intenses du dérèglement climatique qui affecte et transforme notre environnement, nos déplacements, notre habitat, notre santé, notre alimentation, notre rapport à l'eau, notre santé et nos conditions de travail.

Fermeture des écoles avec des classes à 35°, chambres d'hôpital surchauffées, transports arrêtés, flambée des coûts de l'énergie : aucune réponse de l'ampleur nécessaire n'a été apportée par le Gouvernement. Quand des choix budgétaires pertinents pouvaient être faits, il a préféré les ajourner comme cela a été le cas pour les Canadiens. Il n'a pas remis en cause un système qui épuise la nature, met en danger notre existence et a réduit le "fonds vert" drastiquement pour empêcher toute solution durable.

Pour répondre aux besoins de service public, il faut plus de pompiers, de soignants, d'enseignants, développer le maillage des services publics et ne pas les supprimer comme cela a souvent été le cas des bureaux de poste cet été. Alors que le Gouvernement prévoit de nouvelles coupes dans le budget 2027, il importe de rappeler que la fonction publique occupe une place essentielle dans le service public. Il est indispensable de la revaloriser par une augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, des recrutements en nombre sous statut et de développer la démocratie. Il y en a les moyens dans notre pays: 211 milliards d'euros d'aides publiques sont accordées aux entreprises sans contrepartie.

La Convergence nationale des collectifs de défense et développement des services publics soutient la journée intersyndicale d'action dans la fonction publique le 29 septembre et appelle les usagers à participer aux rassemblements, manifestations qui seront organisés le 29 septembre. Les usager.es sont indispensables aux côtés des syndicats pour établir le rapport de force suffisant pour un budget avec des investissements massifs dans les services publics.

Paris , le 18 septembre 2026